



Co-financé par l'Union européenne



Mise en œuvre par



Tchad : Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation pacifique

La résilience et les opportunités d'emploi des populations locales, des réfugiés et des retournés sont améliorées afin de réduire les facteurs de déstabilisation transfrontalière.

Les enjeux

Le Tchad est un pays enclavé et inséré dans un contexte régional particulièrement fragile, à la fois sur le plan sécuritaire et sur le plan climatique. Les sécheresses, les inondations et l'érosion induites par de fortes pluies sur des périodes aussi brèves qu'imprévisibles réduisent l'étendue des terres agricoles et leurs rendements. Il s'ensuit une situation particulièrement précaire dans un Etat où 80 % de la population dépend de l'agriculture. Ni la population locale ni les autorités étatiques et traditionnelles n'ont les capacités nécessaires pour réagir de manière appropriée face aux risques sécuritaires et climatiques accrus et pour assurer la sécurité alimentaire des populations.

L'approche

Le projet est structuré en cinq composantes (C). La gouvernance locale et réseautage prévu en C1 vise à renforcer les efforts émergents de planification locale (Plan de Développement Local et Communal) et une amélioration de la gouvernance locale. Au moins 70 structures de gouvernance locale bénéficieront de cet appui.

La mise en œuvre des priorités identifiées dans les plans de la C1 notamment à travers un appui aux producteurs agricoles et à l'élevage doit permettre aux populations locales d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leurs conditions de vie et leur sécurité alimentaire. C'est la C2 de l'action.

La C3 a pour vocation d'améliorer l'accès aux services sociaux de base par la construction et la réhabilitation d'écoles, de centres de santé, de puits etc. et par la même occasion, d'offrir d'emplois temporaires rémunérés afin d'améliorer les conditions de vie au niveau locale.

Le vivre-ensemble et le dialogue intercommunautaire sont essentiels pour le développement de ces activités. C'est pourquoi la C4 soutient les initiatives locales de promotion de la paix et du dialogue.

Enfin, dans la région du Sila, une meilleure prévention des catastrophes (C5) doit permettre aux populations locales d'être plus résilientes face aux aléas climatiques.



Intitulé du projet	Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation pacifique au Tchad - PRCPT
Commettant / Client	BMZ, UE
Organisme d'exécution	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Zone du projet	Hadjer Lamis, Chari Baguirmi, Mayo Kebbi Est et Ouest, Salamat, Sila (pilote dans l'Ennedi Est et Ouest) Ouaddai et Tandjilé.
Organisme de tutelle	Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération internationale
Durée globale	05.2016 – 12.2022
Enveloppe financière	28, 550 Mio. €





Personne à contacter :

MYAMBAYE NDOLEGAUNODJI Frédéric
Conseiller Technique Principal
ndolegaunodji.myambaye@giz.de

Les résultats en chiffres ...

A travers sa *composante 1* : gouvernance locale et réseautage, le projet a accompagné les structures locales dans l'élaboration de 44 Plans de Développement Communaux et locaux dont 43 validés. Trois rencontres transfrontalières ont été organisées entre les communes de Mayo Kebbi Est et Ouest du Tchad et celle de Yagoua au Cameroun offrant un rendez-vous d'échanges et de partage d'expériences.

Dans la *composante 2* de l'action, les agriculteurs sont soutenus par des semences de variétés adaptées au climat, du matériel agricole et des formations aux méthodes de culture et à la transformation des aliments. Jusqu'à présent, 18027 personnes ont été touchées, dont plus de la moitié sont des femmes. 12258 ménages (plus que prévu) dont 39% de femmes ont augmenté leur revenu d'au moins 20% grâce aux Activités Génératrice de Revenu (AGR).

200 ouvrages de services sociaux de base (bâtiments scolaires, centres de santé puits maraichers, seuils d'épandage, magasins communautaires, pistes rurales, etc.) sont construits ou réhabilités avec la participation de 6 994 ménages en HIMO (Haute Intensité de Main d'œuvre) leur permettant de recevoir un revenu d'environ 50 euros par ménage. Ensuite, 1429 acteurs étatiques et d'OSC dont 22% de femmes sont formés et sensibilisés à l'entretien et à la gestion des ouvrages construits/réhabilités. Aussi, 110 actions de protection de l'environnement (salubrité, plantation des arbres, vulgarisation foyer améliorés, etc.) ont été menées dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet. C'est la *composante 3* du projet.

Dans la *composante 4* un appui significatif est accordé aux initiatives locales en faveur du dialogue intercommunautaire, intra- et interreligieux et de promotion d'une culture de paix, de tolérance et d'éducation civique. Ainsi 288 545 personnes dont environ 30% de femmes ont assisté à des séances culturelles (sport, théâtre, musique) et de plaidoyer diffusant des messages de la paix, du respect mutuel, et du partage des valeurs fondamentales. La formation des médiateurs et comités de gestion pacifique de cas de conflits a permis de documenter plus de 219 cas de conflits dont 214 résolus pacifiquement par ces acteurs ayant bénéficié de cet appui.

La *composante 5* du projet concerne uniquement la province de Sila. Les 60 comités villageois de gestion de risques de catastrophes dont les 413 membres ont reçu des formations nécessaires à l'activité de réduction et gestion de risques organisent des campagnes de sensibilisation sur la prévention, les modèles de gestion de risque de catastrophes. Ces comités sont opérationnels grâce au 60 kits remis.

... et factuels

Le témoignage

Mme Baba Sultan, femme de ressource à Mani : « Dans notre localité à Mani centre, avant l'arrivée du PRCPT, la femme n'a pas sa place dans les lieux publics parmi les hommes surtout dans la communauté Kotoko. Mais avec l'arrivée du projet PRCPT et après plusieurs formations reçues sur les techniques de résolution de conflits, il est question de mettre sur pied un comité de résolution de conflits dans la localité. C'est ainsi que j'ai été choisie pour siéger dans ce comité et travailler aux côtés des hommes. C'est une première chez nous ; et dès lors j'ai toujours été associée à la résolution des conflits. Désormais l'avis de la femme est pris en compte. Le PRCPT nous a aidé à casser cette pesanteur socioculturelle qui est un recul. Je demanderai au PRCPT de former davantage les femmes afin qu'elles puissent participer au développement de leurs localités. »

M. Mahamat Ahmat Adoum, Secrétaire Général de CPA Salamat : « Les actions des projets sont visibles dans la province de Salamat et personne ne peut contester. Depuis les structures locales de gouvernance passant par les organisations paysannes, jusqu'aux ménages, nous avons bénéficié des appuis du projet. Ces appuis ont permis l'amélioration de conditions de vie des communautés. Aujourd'hui, certains villages ont des écoles bien construites, avec une condition acceptable d'apprentissage pour les enfants mais aussi un bon cadre d'enseignement pour les enseignants. Des centres de santé améliorés sont faits pour prendre en charge les malades. Du côté des producteurs, nous avons observé donc l'augmentation des productions et par conséquent des revenus. Au niveau des structures locales de gouvernance (CRA), dont je suis membre du comité technique, nous avons vu notre capacité renforcée grâce aux appuis techniques et matériels que le projet nous a apportés. Nous faisons aujourd'hui le suivi et l'évaluation des projets installés dans la province. Nous aidons certains groupements et associations à rédiger des petits projets pour demander des appuis financiers. Dans le cadre de cohabitation pacifique, on note avec satisfaction que la paix et la sécurité sont relativement bonnes. Les conflits intercommunautaires ont sensiblement baissé. Nous disons infiniment merci aux PRCPT-GIZ pour ces différents appuis. »

M. Samngolsou Patta François, Secrétaire Général de la commune de Bongor : « Depuis sa création, la Commune de Bongor en plus de 60 ans d'existence n'a jamais reçue ces équipements et réalisations, la GIZ/PRCPT est la seule organisation à faire les réalisations d'une telle envergure. Il est très honnête et judicieux de dire ce que l'on voit, ce que l'on vit et ce que l'on a reçu que dire des choses imaginaires. Si, la plupart des projets qui se sont succédés dans la Commune de Bongor, avait faits comme la GIZ/PRCPT, la ville de Bongor serait très loin de nos jours en matière de développement. »

Publié par Deutsche Gesellschaft für
 Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
 Siège de la société Dag-Hammarskjöld Weg 1-5
 65760 Eschborn
 Allemagne
 T : +49 (0)6196 79-1175
 F : +49 (0)6196 79-1115
 Auteur Myambaye Frédéric
 Mise en page GIZ
 Situation 31.01.2021

Le contenu de cette publication relève de la responsabilité de la GIZ.

En coopération avec : Ministère de l'Economie, de la Planification du
 Développement et de la coopération internationale

Mandaté par : Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit
 und Entwicklung (BMZ)

Adresses postales BMZ Bonn BMZ Berlin
 des deux sièges du Dahmannstraße 4
 53113 Bonn 10963 Berlin
 Allemagne
 T : +49 (0)228 99 535-0 T : +49 (0)30 18 535-0

poststelle@bmz.bund.de
www.bmz.de